

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : III- 86

Déposée par Madame ou Monsieur : M. Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention

Qualité : - Membre - Suppléant

Article III-86 (ex-article 122)

1. Les États membres, dont le Conseil n'a pas décidé qu'ils remplissent les conditions nécessaires pour l'adoption de l'euro, font l'objet d'une dérogation telle que définie au paragraphe 2 du présent article. Ces États membres sont ci-après dénommés "États membres faisant l'objet d'une dérogation".
2. Une dérogation au sens du paragraphe 1 implique que les dispositions ci-après de la Constitution ne s'appliquent pas à l'État membre concerné:
 - a) adoption des parties des grandes orientations des politiques économiques qui concernent la zone euro d'une façon générale (Article III-68, paragraphe 2) **et chacun des États membres de celle-ci.**
 - b) moyens contraignants de remédier aux déficits excessifs (Article III-73, paragraphes 9 et 11)
 - c) objectifs et missions du Système européen de banques centrales (Article III-74, paragraphes 1, 2, 3 et 5)
 - d) émission de l'euro (Article III-75)
 - e) actes de la Banque centrale européenne (Article III-79)
 - f) mesures relatives à l'usage de l'euro (Article III-80)
 - g) accords monétaires (Article III-223)
 - h) représentation extérieure de l'euro (Article III-81)
 - i) désignation des membres du directoire de la Banque centrale européenne (Article III-82, paragraphe 2, point b).

L'exclusion de cet État membre et de sa banque centrale nationale des droits et obligations dans le cadre du Système européen de banques centrales est prévue au chapitre IX des statuts du Système européen de banques centrales.

3. Afin de contribuer au bon fonctionnement de l'union économique et monétaire et conformément aux dispositions pertinentes de la Constitution, des mesures additionnelles visant les États membres dont la monnaie est l'euro peuvent être adoptées, notamment pour renforcer la coordination de leurs politiques économiques et la discipline budgétaire. Ces mesures portent sur les

orientations de politique économique, la surveillance de celles-ci [Article III-68 paragraphes 2 et 3] ainsi que sur les déficits excessifs (Article III-3 paragraphes 6, 8 et 11). **La Commission y est pleinement associée.** Le paragraphe 5 est applicable.

4. Aux articles visés au paragraphe 2, on entend par "États membres" les États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation.

5. Les droits de vote des États membres faisant l'objet d'une dérogation sont suspendus pour les mesures du Conseil visées aux articles énumérés au paragraphe 2 **ainsi que pour les décisions visées à l'article 68 §4 et à l'article 73 § 6 à 8 lorsqu'elles concernent des États membres dont la monnaie est l'euro.** La majorité qualifiée se définit comme la majorité des voix des représentants des États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation, représentant au moins trois-cinquièmes de la population de ceux-ci. L'unanimité de ces États membres est requise pour tout acte requérant l'unanimité.

Explication éventuelle :